

De l'optimum de population

Par *William E. Rappard*, professeur à l'Université de Genève

Les gouvernements comme les écrivains me paraissent s'égarer à la recherche, tantôt de ce qui peut augmenter le plus la richesse, tantôt de ce qui peut augmenter le plus la population; tandis que l'une et l'autre, considérées isolément, ne sont que des abstractions et que le vrai problème de l'homme d'Etat, c'est de trouver la combinaison et la proportion de population et de richesse qui garantira le plus de bonheur à l'espèce humaine sur un espace donné.

Sismondi.

Le 31 août 1927 se réunit à Genève, pour une session de quatre jours, le premier Congrès mondial de la Population. Convoqué par les soins d'un comité d'initiative américain, il groupa en une assemblée internationale de discussion un nombre important de biologistes et de statisticiens, quelques sociologues et économistes, ainsi que plusieurs publicistes, intéressés pour des raisons diverses aux problèmes démographiques.

Sur l'origine du Congrès semblait planer un certain mystère. La discrétion dont firent délibérément preuve à ce sujet ses organisateurs et les abondantes ressources pécuniaires dont ils disposaient manifestement ne furent pas sans donner lieu à quelques malentendus regrettables, voire à quelque suspicion. En fait, une franche explication publique eût vite révélé qu'il n'y avait rien là d'inavouable.

L'idée première du Congrès semble bien remonter à un petit noyau de partisans américains du «Birth Control». Ces néo-malthusiens, dont Mrs. Margaret Sanger est la plus connue, voient dans la limitation volontaire de la natalité le moyen le plus efficace pour l'humanité, trop nombreuse à leur gré, d'échapper non seulement à la dégénérescence sociale et à la misère économique, mais encore à la guerre. Ils conçurent donc l'idée de faire discuter le problème de la population au siège même de la Société des Nations. Cette idée, ils la soumirent à quelques savants notoires d'outre-mer, dont ils sollicitèrent à la fois le patronage et la collaboration.

Ces savants, dont le biologiste Raymond Pearl, de l'Université Johns Hopkins, est peut-être le plus réputé, tout en acceptant la suggestion, mirent à leur patronage et à leur collaboration une condition absolue. Le Congrès mondial de la Population

serait strictement scientifique ou il se tiendrait sans eux. C'était éliminer de son programme toute manifestation de propagande et de la liste de ses orateurs principaux toutes les personnalités qui seraient plus connues pour leur foi néomalthusienne que par leur mérite de savants.

Les initiateurs, et en particulier Mrs. Sanger, acceptèrent cette condition avec une bonne grâce parfaite. Ils n'en continuèrent pas moins à travailler à la préparation et à l'organisation du Congrès avec une activité et un dévouement d'autant plus estimables qu'ils tenaient, dans l'intérêt même de sa réussite, à demeurer dans l'ombre. De puissantes fondations américaines, rassurées par le caractère scientifique que devait revêtir l'entreprise, la subventionnèrent généreusement. C'est ainsi que s'expliquent à la fois l'origine quelque peu ténébreuse du Congrès et l'absence de tout souci matériel dont ses organisateurs purent faire preuve.

* * *

Si j'ai tenu à mentionner ici ces circonstances, c'est parce qu'il serait grand dommage à mes yeux que l'important courant d'idées découlant du Congrès fût vicié et troublé dans son développement ultérieur par des doutes sur la limpidité de la source d'où il jaillit. Ce courant, en effet, n'est pas de ceux qui s'épuisent en quelques jours de débats. Des impressions et des opinions scientifiques furent échangées à Genève et surtout des partis pris et des préjugés s'y sont affrontés. Mais aucune conclusion générale ne s'est dégagée de la lecture et de la discussion hâtive des brèves communications présentées, si ce n'est celle que le sujet central, autour duquel elles gravitaient toutes, appelait encore de longues et patientes recherches.

Ce sujet central, c'est celui qu'indique le titre de cette étude et auquel Sismondi faisait déjà allusion, il y a plus d'un siècle, lorsqu'il écrivit en tête de ses *«Nouveaux Principes d'Economie politique»*: «Le vrai problème de l'homme d'Etat, c'est de trouver la combinaison et la proportion de population et de richesse qui garantira le plus de bonheur à l'espèce humaine sur un espace donné». Il convient de noter à ce propos que la recrudescence d'intérêt qui se manifeste aujourd'hui pour les problèmes démographiques est due à des facteurs analogues à ceux qui agissent sur les esprits au début du XIX^e siècle. Aujourd'hui comme alors, une profonde désorganisation sociale, génératrice de chômage et de misère, porte d'excellents esprits à se demander si l'humanité n'est pas devenue pléthorique. Ce que la révolution industrielle et les guerres napoléoniennes firent pour l'Europe du début du XIX^e siècle, la guerre mondiale et toutes ses répercussions politiques et économiques l'ont fait pour l'humanité contemporaine.

Qu'il puisse y avoir surpopulation, c'est ce qui ne paraît pas douteux. Mais qu'il y ait en fait surpopulation aujourd'hui, c'est ce qu'il faudrait encore démontrer. Les recherches, dès longtemps entreprises à ce sujet, sont en effet loin d'avoir abouti encore. Et il faut souhaiter que le Congrès mondial de la Population aura pour conséquence de leur donner une impulsion féconde.

Avant de savoir s'il convient d'encourager la limitation volontaire des naissances, comme le réclament avec une ferveur non exempte de fanatisme les néo-

malthusiens contemporains, ou si, au contraire, il faut la combattre, comme le voudraient avec non moins de ferveur et de fanatisme leurs adversaires, les amis des familles nombreuses, il serait bon qu'on pût se mettre d'accord sur quatre grandes questions préalables que l'on pourrait formuler ainsi :

1^o Quel est le but que doit poursuivre l'humanité consciente dans ses efforts pour déterminer sa destinée future ?

2^o Si, comme le pensait Sismondi, le vrai problème est de trouver « la proportion de population et de richesse qui garantira le plus de bonheur à l'espèce humaine sur un espace donné », comment concevoir cette proportion ?

3^o Cette proportion est-elle aujourd'hui atteinte ou dépassée ?

4^o Si elle est dépassée, est-il légitime et praticable de chercher à influencer sur la natalité pour la rétablir ?

La première et la dernière de ces questions échappent évidemment à la compétence de l'économiste. La réponse à la première — question morale et politique d'importance capitale — est, en dernière analyse, affaire de foi. Que le bien suprême soit ou non du domaine de l'inconnaissable — problème qui divise encore les philosophes —, il est certain qu'il n'est pas aujourd'hui susceptible d'une définition qui s'impose avec l'autorité de l'évidence à tous les esprits éclairés et droits. Quant à la quatrième question, elle intéresse pour une part les moralistes et pour l'autre les biologistes. La contribution que les économistes peuvent apporter à sa solution, à l'aide de la statistique surtout, n'aura fatalement qu'un caractère accessoire, fragmentaire et conjectural.

La question de l'optimum de population par contre, telle qu'elle a été formulée par Sismondi dans le passage cité plus haut, est essentiellement d'ordre économique. C'est aux économistes qu'il appartient en première ligne d'en préciser d'abord la notion théorique, puis d'appliquer à la réalité historique la mesure ainsi définie. Nous nous attacherons, dans les quelques pages qui suivent, à serrer de près cette notion. Si l'accord pouvait se faire sur elle, un beau champ de recherches s'ouvrirait ensuite aux historiens économistes et à l'Union mondiale de la Population, dont les fondements ont été jetés à la fin du Congrès de Genève.

* * *

Sismondi, s'il n'a pas employé le terme d'optimum de population, en a cependant inconsciemment donné une définition sommaire, comme nous venons de le voir. L'optimum est la borne qui sépare la souspopulation de la surpopulation. C'est le point-limite que doit atteindre mais que ne doit pas dépasser la population si l'on tient à ce que le bien-être moyen de chacun de ses membres soit le mieux assuré. En examinant tour à tour les notions de « bonheur » et d'« espace donné » dans le passage de Sismondi, nous verrons se compliquer singulièrement, mais s'éclairer aussi peut-être, le problème qui nous occupe.

* * *

Notons tout d'abord que si nous voulons obtenir une notion économiquement utilisable, il convient de dépouiller le mot de « bonheur » de toute la signification

morale qui le distingue de bien-être matériel. Qu'on nous entende bien ! Si nous le faisons, ce n'est nullement par un parti pris matérialiste qui nous est étranger, ni par une méconnaissance voulue de la complexité psychologique de la nature humaine. Il va sans dire que la joie de vivre ne dépend pas exclusivement du bien-être matériel, ni pour un individu, ni pour une nation, ni pour l'humanité tout entière. Il arrive que des millionnaires désespérés se suicident. Il paraît probable qu'il y a plus de contentement et il est certain qu'il y a moins d'aisance en Provence qu'en Suède. Il est incontestable enfin que l'humanité contemporaine est plus riche que celle d'il y a dix siècles, mais il est bien douteux qu'elle soit plus satisfaite de son sort.

Si, malgré cela, nous définissons « bonheur » par bien-être matériel, c'est que nous tenons à dégager une notion qui soit susceptible d'être quantitativement mesurée. L'optimum « euphorique » de la population peut n'être pas identique avec son optimum économique, mais alors il faut reconnaître d'emblée qu'il est indéterminable et que notre recherche demeurera vaine tant que les psychologues n'auront pas inventé un baromètre du bonheur individuel et collectif. Si cette considération ne doit pas nous arrêter dans la poursuite de notre but, nous devons cependant toujours nous en souvenir pour ne pas courir le risque d'affirmer ce qui est essentiellement indémontrable. A supposer qu'il soit possible de déterminer avec précision l'optimum économique de la population d'un pays donné, nous n'aurons pas pour cela raison de celui de ses citoyens qui repousserait nos conclusions en déclarant : « J'aime mieux, pour des raisons morales, politiques, militaires ou autres, que mes compatriotes dépassent en nombre votre optimum ou ne l'atteignent pas, dût-il même en résulter pour eux une diminution de bien-être. »

La notion de bonheur demeure du reste assez difficilement saisissable, même si on l'identifie avec celle de bien-être économique. Deux difficultés, en effet, s'opposent à une définition simple de ce terme. Examinons-les tour à tour.

Le bien-être d'une collectivité dépend de la satisfaction des besoins de ses membres. Or, sous tous les régimes concevables, la satisfaction de ces besoins sera assurée pour une part décisive au moyen des produits du travail de cette collectivité. Mais le travail, en se prolongeant au delà de certaines limites de durée ou d'intensité, déterminera à son tour une diminution du bien-être de ceux qui s'y livrent. Le bien-être résulte donc d'un équilibre physiologique et psychologique entre la peine qu'occasionne le travail et la satisfaction que procurent ses produits. De deux ouvriers, par exemple, dont l'un préfère gagner fr. 12 par un travail quotidien de 12 heures et dont l'autre, occupé à la même besogne, préfère gagner fr. 8 par un travail de 8 heures, qui dira lequel jouit du plus grand bien-être ?

A cette question on pourrait donner trois réponses différentes. On pourrait dire que nul n'étant meilleur juge de son bien-être que celui qui l'éprouve lui-même, les deux ouvriers envisagés jouissent d'un même bien-être, chacun d'eux ayant librement choisi son régime. Cette réponse théoriquement et psychologiquement très défendable, aurait comme conséquence inévitable de nous arrêter net dans nos recherches. Elle suggérerait, en effet, une méthode subjective de détermination du bien-être, absolument inapplicable au problème social qui nous occupe. On pourrait, en second lieu, faire abstraction de la durée du travail, c'est-

à-dire de la peine encourue pour ne tenir compte que du salaire gagné, c'est-à-dire des satisfactions acquises. Cette méthode, d'une application beaucoup plus facile parce qu'elle permettrait de mesurer le bien-être par le revenu, serait fort critiquable en soit. Il est évident, en effet, que le surmenage, même s'il enrichit momentanément l'individu ou la collectivité qui s'y soumet tend tôt ou tard à diminuer son bien-être. On pourrait soutenir enfin que le régime le plus générateur de bien-être est celui qui se traduit par la plus faible mortalité moyenne de ceux qui l'adoptent. Cette réponse nous paraît la plus satisfaisante des trois. Moins exacte il est vrai que la première, mais beaucoup plus que la seconde, elle a l'avantage décisif de nous doter d'une méthode de recherches objective.

Nous admettons donc comme indice du bien-être d'une collectivité son taux de mortalité moyenne.

Par là nous éviterons aussi l'autre difficulté, qui s'oppose à la détermination scientifique du «bonheur économique». Cette autre difficulté, que nous nous bornons donc à mentionner, résulte de la diversité et de ce qu'on pourrait appeler «l'incomparabilité» des satisfactions. De deux individus de mêmes revenus, dont l'un consacre ses disponibilités à l'achat de spiritueux et l'autre à l'acquisition d'objets d'art, lequel jouit du plus grand bien-être? Cette question, qui se pose pour les collectivités nationales comme pour chacun de leurs membres, ne nous arrêtera pas ici, puisque nous avons trouvé dans la mortalité moyenne un indice de bien-être qui nous dispense d'y répondre directement. Nous y aurons indirectement répondu, en effet, en admettant qu'un individu, qu'une classe sociale et qu'une nation sont d'autant plus prospères que leur mortalité moyenne est plus basse. Voilà pour le «bonheur».

* * *

Que faut-il entendre maintenant par «l'espace donné», dans la proposition de Sismondi? S'agit-il de déterminer l'optimum de population d'une région définie, d'un pays ou du globe terrestre tout entier? Cette question, qui a été singulièrement méconnue au cours des récents débats à Genève me semble cependant d'importance essentielle.

Le professeur East, dans sa communication sur «*Food and Population*»¹⁾, tout en paraissant parfois envisager la question sous son aspect mondial, en arriva cependant à écrire ces lignes étrangement inquiétantes: «Le jour viendra tôt ou tard où chaque nation devra se subvenir plus ou moins complètement par ses propres efforts agricoles.»

D'autre part, le professeur Fairchild, dans un bref mais très substantiel essai sur l'«*Optimum Population*» se sert de l'expression assez mal définie de «société». Dans la discussion à laquelle sa communication donna lieu, il reprocha à un commentateur qui parlait de l'optimum de la population mondiale de trop élargir le débat. La question, dit-il, est déjà suffisamment complexe lorsqu'on demeure sur le plan national.

¹⁾ Les deux communications citées, ainsi qu'un résumé de la discussion dont elles furent l'objet paraîtront prochainement dans un volume d'Actes du Congrès de la Population.

Or, il me semble, à y regarder de près, que, du fait de l'interdépendance économique des Etats, le problème de l'optimum de population n'est susceptible d'une solution sur le plan national qu'après avoir été envisagé sur le plan mondial.

La crainte de la surpopulation qui est, si l'on peut dire, la base émotive sur laquelle est posé le problème intellectuel de l'optimum de population, a tout d'abord été ressentie dans deux sphères strictement délimitées. Ces deux sphères sont la famille et l'Etat. C'est de là que cette appréhension s'est propagée, quoique très atténuée, au monde tout entier. Voilà pourquoi, l'origine psychologique du problème étant familiale et nationale, le problème lui-même est le plus souvent traité comme problème familial et national. Nous croyons cependant qu'il est en première ligne un problème mondial et qu'il ne saurait être étudié sur le plan national en faisant abstraction des relations entre les peuples.

Voyons d'un peu plus près comment la question est née et comment elle se pose tour à tour pour la famille, la nation et l'humanité.

* * *

C'est un fait notoire qu'à notre époque, dans les grands centres industriels et commerciaux surtout, bien des familles dont les ressources ne suffisent pas à élever, à loger, ni même à nourrir convenablement une nombreuse progéniture, sont tout naturellement portées à crier à la surpopulation. Mais que peut-on entendre par une famille trop nombreuse ?

En se plaçant au point de vue strictement économique, les avances faites par les parents en faveur de leurs enfants, depuis leur naissance jusqu'au terme de leur formation professionnelle, constituent presque toujours pour les parents un placement détestable. Cela est d'autant plus vrai plus cette période d'apprentissage est longue et coûteuse et plus est brève celle qui sépare son terme du moment où l'enfant quitte le foyer paternel. Or, sauf dans des milieux de civilisation primitive et purement agricole, il tend à en être toujours plus ainsi. De plus en plus généralement donc l'enfant, si ses parents se bornent à le considérer avec des yeux d'*homines economici*, apparaîtra sous les traits d'un parasite qui se nourrit aux dépens de leur propre bien-être matériel et qui ne les remboursera jamais des frais encourus en le préparant à la vie. Qu'en conclure, sinon qu'au point de vue familial l'optimum économique de population se confond avec son minimum ?

Cette conclusion, logique mais absurde, montre qu'il est sans grand intérêt de poser le problème sur ce terrain. Il est vrai que nous avons adopté comme indice du bien-être non le degré d'aisance, mais le taux de mortalité. Et, si beaucoup de ménages pauvres souffrent manifestement des suites de leur excessive prolificité, il n'est nullement certain que le meilleur moyen pour des parents de prolonger leurs jours soit de renoncer à toute progéniture. Il n'en reste pas moins que si la population du globe se réglait d'après le seul intérêt matériel des unités familiales dont elle se compose à un moment donné, elle n'atteindrait jamais son optimum.

Cela est évident, si paradoxal que cela puisse paraître au premier abord. Les générations, en effet, sont solidaires les unes des autres et chacune s'acquitte envers la suivante de la dette économique contractée envers la précédente. Si les parents, dans la règle, sèment plus qu'ils ne récolteront eux-mêmes, c'est qu'ils ont déjà,

au cours de leur enfance et de leur adolescence, récolté ce qu'ils n'avaient pas semé. Et les enfants élevés par leurs soins prépareront à leur tour les moissons dont se nourriront leurs descendants.

Ainsi donc le problème social de l'optimum de population ne saurait être résolu sur le plan familial. Mais qu'en est-il lorsqu'on le transporte sur le plan national ?

* * *

Selon notre définition, l'optimum démographique d'un Etat sera réalisé le jour où toute augmentation comme toute diminution de sa population se traduira par un accroissement de la mortalité moyenne. Mais qui dira quel est ce jour ?

Nous prétendons qu'il n'est même pas théoriquement possible de le déterminer si on limite son examen à la vie sociale et économique du seul Etat considéré.

Le bien-être des habitants d'un territoire donné — bien-être dont la mortalité moyenne est l'indice — dépendra naturellement du degré de satisfaction de leurs besoins vitaux. Cette satisfaction à son tour dépendra de la somme de biens économiques dont ils disposent pour leur consommation. Mais de ces biens ils ne tireront qu'une partie du sol national. Le surplus, ils l'importeront du dehors, c'est-à-dire qu'ils l'obtiendront en échange de l'excédent de leur propre production nationale et en paiement de services rendus à l'étranger. L'ensemble des biens disponibles dans un pays pour l'entretien de ses habitants sera donc composé d'une part des produits de son sol non destinés à l'exportation et, de l'autre, de produits importés. Or, si grâce à la loi du rendement non proportionnel, on peut théoriquement déterminer la quantité optimum de travailleurs requise pour tirer d'un sol donné la plus grande quantité possible d'un produit donné par tête de travailleur, la somme de produits importés variera en fonction d'une série de facteurs dont une partie seulement dépendra du pays considéré.

Illustrons notre pensée par un exemple très simple. Admettons que le sol de la Suisse nourrisse un quart de sa population de 4 millions. 3 millions de Suisses par conséquent se nourriront de denrées importées. Ces denrées, ils les achèteront en vendant à l'étranger leurs produits industriels, des machines, des cotonnades, de l'horlogerie. La quantité de denrées alimentaires qu'il sera possible d'importer en Suisse variera en raison inverse de leur prix et en raison directe du prix et de la quantité de machines, de cotonnades, d'horlogerie d'origine helvétique qui pourra être exportée.

L'abondance de biens disponibles en Suisse, condition du bien-être de ses habitants, partant de l'optimum de sa population, dépendra donc non seulement du rendement de son sol et de son travail nationaux, mais encore de la demande étrangère de cette partie des produits de ce sol et de ce travail qui ne sera pas consommée dans le pays. Mais cette demande étrangère variera avec le régime douanier, la structure économique et la prospérité changeants des Etats proches et lointains dont les habitants sont les clients de l'industrie helvétique. Elle sera en outre particulièrement sensible aux fluctuations de la mode et aux progrès de la technique, cette industrie n'étant pas de celles dont les produits sont de consommation courante et stable. L'optimum de la population de la Suisse s'élèvera et s'abaissera donc selon le flux et le reflux de circonstances non seulement indépen-

dantes de la volonté de ses habitants, mais encore tout à fait imprévisibles. On reconaîtra donc que la détermination scientifique de cet optimum est impossible.

Sans doute, à défaut de prévisions et de déterminations scientifiques, certains symptômes pourront autoriser certaines conjectures plus ou moins probables. Si les débouchés extérieurs de l'industrie suisse se rétrécissaient et se fermaient l'un après l'autre, si ses exportations diminuaient fortement sans un accroissement correspondant de son tourisme et qu'une grave crise de chômage éclatait, se propageait et se prolongeait toujours davantage, il serait permis d'en conclure que l'optimum de population était dépassé ou, mieux, qu'il s'était abaissé. Mais la surpopulation qui en résulterait, provoquée par des circonstances étrangères au pays, accidentelles et temporaires, serait peut-être de courte durée. Il serait donc téméraire de chercher d'emblée à ramener la population à son optimum en recommandant une limitation artificielle de la natalité. Les effets économiques d'une telle politique ne pourraient naturellement se faire sentir qu'après un intervalle d'une vingtaine d'années. Or, il se pourrait fort bien qu'à ce moment, les causes de la crise ayant disparu, l'optimum de la population se soit de nouveau élevé au-dessus même de la population de fait. Par peur de surpopulation, on aurait alors créé un état de souspopulation auquel seule une forte immigration du dehors pourrait porter remède.

Ces considérations montrent qu'étant donné l'interdépendance économique des Etats modernes, le problème de l'optimum de population n'est pas plus soluble sur le plan national que sur celui de la famille.

Il n'en serait autrement que dans l'hypothèse d'un pays totalement isolé de ses voisins, privé de tout commerce extérieur et condamné par conséquent à un régime d'*autarkie* absolue. Or, un tel pays n'existe pas, les empires contemporains même les plus vastes et les plus riches ayant dès longtemps cessé de se suffire à eux-mêmes. La seule unité territoriale qui corresponde à cette description, c'est le globe terrestre. Dissérer de l'optimum de population dans l'hypothèse d'un territoire complètement *autarcique*, c'est, qu'on le veuille ou non, placer le problème sur le plan mondial. Faut-il d'ailleurs un effort d'imagination moindre pour supprimer par la pensée les frontières nationales entre tous les pays du monde, que pour se représenter l'un quelconque d'entre eux complètement isolé du reste de la planète ?

* * *

Le problème de l'optimum de population s'étant avéré insoluble sur le plan de la famille et de la nation, voyons brièvement comment il se pose pour l'humanité tout entière.

La population du globe sera conforme à son optimum le jour où elle sera assez nombreuse, sans l'être trop, pour tirer du sol et du sous-sol terrestres par l'extraction, la culture et la transformation de leurs produits, le volume optimum de biens économiques. Il ne faut naturellement pas confondre volume optimum et volume maximum. Nous appelons volume optimum celui qui, par rapport à la population nécessaire à sa production, assure à cette population le plus grand bien-être moyen et lui vaut, par conséquent, la plus faible mortalité moyenne.

Le volume de la production sera déterminé par l'action du facteur humain sur les ressources naturelles. Il sera d'autant plus considérable que :

1° les ressources naturelles, c'est-à-dire le sol, le sous-sol et l'énergie cosmique à la disposition de l'homme, seront plus abondantes; et que

2° la population humaine sera a) plus active b) mieux armée et c) mieux organisée pour la production et d) . . . plus nombreuse.

Des ressources naturelles il n'y a que peu de chose à dire à ce propos. Elles représentent un facteur relativement constant. Sauf en ce qui concerne certains éléments du sous-sol et certaines propriétés du sol, susceptibles de s'épuiser par exploitation, ainsi que certaines conditions géologiques et climatiques, susceptibles de se modifier au cours des âges, elles constituent l'invariable dans l'équation de la production.

Il en va tout autrement de la population humaine. Des quatre circonstances que nous venons de mentionner sous 2° ci-dessus aucune n'est constante.

L'activité de la population varie dans le temps comme dans l'espace. Il en est de même de son armature économique, c'est-à-dire de ses connaissances scientifiques et techniques, de sa formation professionnelle et de son outillage de production. L'organisation sociale de l'humanité, conçue dans le sens le plus large de ce terme, est également sujette à des transformations incessantes. Tout changement dans la structure politique du genre humain, dans la structure sociale de la famille et de la tribu ou dans la structure économique des entreprises, toute évolution législative et juridique, toute modification dans la distribution des richesses entre les hommes et dans la répartition des hommes sur la terre se traduisent presque nécessairement par une augmentation ou par une diminution de la productivité. Enfin, à égalité de ressources naturelles, d'activité humaine, d'armature économique et d'organisation sociale, la production variera avec le nombre de ceux qui y concourent, c'est-à-dire des hommes.

Il résulte de cette rapide analyse que si nous devons chercher à établir la formule de l'optimum de production, nous aboutirions à une équation qui contiendrait presque autant de variables, c'est-à-dire d'inconnues que de termes. Elle serait par conséquent totalement insoluble.

Nous ne pouvons donc procéder qu'en supposant connues tout d'abord toutes les inconnues, sauf celle dont il s'agit de déterminer la valeur. Nous dirons par conséquent, à prendre les ressources naturelles dans leur état présent et l'humanité armée et organisée pour la production, telle qu'elle l'est aujourd'hui, quel sera l'optimum de la population du monde ?

La réponse à cette question, c'est la loi du rendement non-proportionnel qui nous la donnera ou qui nous permettra tout au moins de la rechercher. Cette loi, on le sait, est double.

En tant qu'expression des rapports entre l'effort productif et les ressources naturelles, elle peut se formuler ainsi : à partir d'un certain point et toutes choses égales d'ailleurs, le rendement d'un effort extractif ou agricole augmente dans une proportion moindre que cet effort même. Si l'humanité donc ne « vivait que de pain seulement », en d'autres termes si son bien-être n'était déterminé que par

la consommation de produits agricoles et miniers, le problème théorique serait assez simple. Il suffirait dans ce cas, pour connaître l'optimum de population du monde, de déterminer le point où la terre cesse de rendre à ceux qui l'exploitent une quantité de produits proportionnelle à l'effort d'exploitation, c'est-à-dire, toutes choses étant égales d'ailleurs, proportionnelle au nombre d'exploitants. On dirait alors qu'en deçà de ce point, le globe est sous-peuplé et qu'au delà il y a surpopulation.

Mais, en fait, l'homme ne vit pas de pain seulement. Outre ses besoins de nourriture, il connaît encore des besoins de vêtement, de logement, d'hygiène, de confort, d'art même, dont la satisfaction insuffisante détermine un bien-être réduit. Les biens destinés à la satisfaction de ces divers besoins ne sont pas le produit du seul travail extractif ou agricole, soumis à l'action de la loi du rendement décroissant. Ce sont, pour la plupart, des produits fabriqués, comme le sont aussi d'ailleurs les divers instruments employés dans le travail extractif et agricole. Or, la fabrication, c'est-à-dire la transformation industrielle des matières premières, c'est le domaine de la loi du rendement plus que proportionnel. Dans de certaines limites qui ne paraissent pas près d'être atteintes aujourd'hui, le travail industriel fournit une quantité de produits plus que proportionnels au nombre de ceux qui s'y livrent. Plus est grand le nombre de consommateurs, plus est vaste le marché, plus est développée la division du travail, plus est considérable le nombre des producteurs et plus en conséquence est importante la production individuelle de chacun de ces derniers.

Si donc les matières premières et les denrées alimentaires existaient en quantité infinie sur la surface du globe, si leur production n'était pas assujettie à l'action de la loi du rendement moins que proportionnel, on pourrait dire que l'optimum de population du monde se confondrait presque avec son maximum. Plus il y aurait d'hommes, c'est-à-dire de producteurs sur la terre, et moins il faudrait de peine individuelle pour satisfaire les besoins de consommation de chacun d'eux. La population de la planète n'aurait alors d'autres limites que celles que lui imposent l'étendue de la terre habitable et le volume d'air respirable. C'est donc bien en dernière analyse la rareté relative des ressources matérielles qui seule limite la possibilité de multiplication de l'espèce humaine. Et ceci nous ramène à la proposition fondamentale à laquelle Robert Malthus a attaché son nom.

Les hommes, avons-nous constaté, ont besoin pour vivre le mieux, c'est-à-dire le plus longtemps possible, de deux sortes de produits. Les uns, les produits naturels, lui coûteront de plus en plus cher au fur et à mesure que la population augmente, les autres au contraire, les produits fabriqués, lui coûteront de moins en moins cher. Nous en concluons que le chiffre optimum de la population se trouve fixé à un point au delà de celui où il serait s'il n'était fonction que du volume optimum de la production agricole et extractive. Il sera théoriquement placé à un point déterminé par l'intersection de la courbe descendante de cette dernière production et de la courbe ascendante de la production industrielle.

Arrivé presque au terme de notre exposé, nous avons hâte de reconnaître le caractère furieusement, presque désespérément théorique de cette conclusion. Le lecteur qui aurait eu la patience de nous suivre jusqu'ici, partagera sans doute notre sentiment à cet égard. Peut-être aura-t-il même des doutes sur l'utilité d'une pareille démonstration. Nous croyons cependant que, pour voir clair dans ce ténébreux problème de l'optimum de population, il est indispensable de le poser correctement dans l'abstrait avant de s'appliquer à sa solution effective. Mais si nécessaire que cela paraisse, cela est naturellement loin d'être suffisant. Si la construction théorique que nous avons cherché à ébaucher est, dans ses grandes lignes, conforme aux exigences de la vérité logique, il conviendra ensuite de l'adapter par étapes à celles de la réalité concrète.

En fait aucune des hypothèses sur la base desquelles elle s'élève ne correspond à cette réalité. Nous l'avons observé chemin faisant et nous tenons à le rappeler expressément. Nous avons en particulier supposé que tous les termes de l'équation de la production, sauf le coefficient de la population, étaient invariables, alors que tous les éléments qui composent le facteur humain, par opposition au facteur naturel, sont au contraire essentiellement variables.

Sans considérer de près toutes ces variables, bornons-nous à constater que l'optimum de population auquel nous conduirait notre formule théorique serait sensiblement inférieur à l'optimum réel. Nous avons admis, en effet, pour les besoins de notre démonstration, que l'armature économique et que l'organisation sociale de l'humanité demeureraient telles qu'elles sont aujourd'hui. C'était nier la possibilité du progrès, c'est-à-dire nier l'évidence. Toutes les découvertes scientifiques et toutes leurs applications techniques dans les domaines si divers de l'alimentation humaine, de la chimie agricole, de la captation et de l'application des forces naturelles, qui permettent à l'homme de mieux assujettir le monde extérieur à ses fins, tendent à élever sans cesse l'optimum de population. Il en est de même de toutes les réformes politiques, économiques, pédagogiques et sociales qui ont pour effet d'augmenter le rendement effectif du travail et d'en répartir le produit entre les travailleurs dans des proportions plus équitables et plus propres à stimuler leur zèle. De ces derniers progrès nous n'en mentionnerons que deux qui touchent aux relations internationales.

Il est évident que tous les frais occasionnés par la défense nationale de chacun des soixante Etats souverains qui se partagent la surface du globe absorbent une partie appréciable des ressources naturelles de la terre et du travail humain appelé à les mettre en œuvre. Tout effort qui aboutit à réduire ces frais improductifs tend donc du même coup à élever l'optimum de population.

De même, il est évident que toutes les entraves qui limitent la liberté des échanges et des migrations entre les Etats tendent à abaisser cet optimum et que toutes les mesures qui accroissent cette liberté auront pour effet de l'augmenter.

Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'elles auront toutes aussi pour effet d'augmenter l'optimum de population nationale de chaque pays.

Que l'établissement de la liberté du commerce international ait cet effet supplémentaire pour toutes les nations qui y participent, c'est ce que les protectionnistes impénitents seront seuls à contester.

Il paraît évident, en effet, qu'on ne saurait manquer d'augmenter la production d'un pays et, partant, le bien-être de ses habitants, si l'on cessait de détourner une partie de ces derniers des travaux les plus productifs qui s'offrent à eux et si l'on cessait de les empêcher tous d'acheter au meilleur prix sur le marché du monde. Il en serait sans doute de même de la suppression des mesures qui accordent aux seuls nationaux le privilège d'exploiter les ressources de leur sol, dans tous les cas où des étrangers s'y montreraient mieux préparés et plus aptes.

Mais peut-il en être autrement en matière de migrations ? En d'autres termes, un Etat particulièrement favorisé par la nature peut-il, en fermant les portes de son territoire à ceux qui voudraient y pénétrer pour améliorer leur propre situation, assurer à ses ressortissants un bien-être moyen supérieur à ce qu'il serait s'il maintenait la porte ouverte ? En posant cette question théorique, on évoque infailliblement l'exemple concret des Etats-Unis d'aujourd'hui.

Voilà en effet un pays très vaste et très riche en ressources naturelles qui, si on le compare aux vieux continents, est très faiblement peuplé. Ses habitants, c'est un fait indéniable, jouissent d'un degré de bien-être moyen sensiblement supérieur à celui du reste du monde. Pour des raisons de défense, tant ethnographique qu'économique, ce pays en est venu à n'accorder l'accès de son territoire qu'à un nombre très limité de nouveaux immigrants. Cette politique, qui ne se borne pas à sélectionner les immigrants, mais qui tend délibérément à en réduire la masse, par l'exclusion même de beaucoup de candidats aisés et nullement indésirables en eux-mêmes, est-elle pour une part la cause de la prospérité américaine ? En d'autres termes cette prospérité tient-elle en partie au nombre relativement restreint de ceux qui en bénéficient ?

La question est d'importance, car, en y répondant par l'affirmative, on reconnaîtrait du même coup le surpeuplement de l'ancien monde et même du monde tout entier. De deux choses l'une, en effet : ou le bien-être supérieur qui règne aux Etats-Unis est dû, pour une part tout au moins, à la faible densité de leur population et, alors, selon notre définition, le monde a dépassé l'optimum de population ; ou, au contraire, ce bien-être est dû exclusivement à d'autres causes et alors la question reste ouverte.

La conclusion que nous tirons de la première hypothèse peut surprendre tout d'abord, mais elle nous paraît inévitable. Pourquoi, en effet, la population du reste du monde, en devenant moins nombreuse, ne verrait-elle pas s'augmenter sa prospérité, si celle des Etats-Unis est due pour une part à la plus faible densité de sa population ? Et même si l'on admettait que les ressources naturelles du reste du monde exigeaient une autre proportion de travail pour leur mise en valeur que celle qui est appliquée aux ressources américaines, il n'en resterait pas moins qu'en disparaissant tout à fait, la population des vieux continents laisserait les survivants sur le globe en meilleure posture économique. Qu'est-ce à dire sinon que la planète est aujourd'hui surpeuplée ?

Mais nous n'en sommes pas là. Pour nous, en effet, la question des relations entre la faible population et la grande prospérité des Etats-Unis est indécise. Bien que certains indices semblent suggérer qu'il existe vraiment entre ces deux circons-

tances un rapport de causalité, il en est d'autres bien propres à en faire douter. Ce n'est pas l'occasion d'examiner ici ni les unes ni les autres.

* * *

Quoi qu'il en soit, il convient de noter que la question préoccupe de plus en plus l'opinion d'outre-mer. Il faut remarquer aussi que les savants américains paraissent admettre de plus en plus généralement que leur pays aura bientôt atteint son optimum de population et que le reste du monde a déjà dépassé le sien. N'est-ce pas cette conviction même qui les fait envisager le problème sur le plan national ? Et ne serait-ce pas elle aussi qui, plus ou moins inconsciemment, a poussé certains d'entre eux à convoquer à Genève, au cœur de la vieille Europe et au siège de la Société des Nations, le premier Congrès mondial de la Population ?

Nous ne pouvons du reste que les en féliciter et leur en être reconnaissants, car les problèmes qu'ils ont posés ou renouvelés dans la cité de Sismondi, aussi intéressants pour la science qu'importants pour l'humanité, sont certes dignes de retenir l'attention générale. Qu'ils sont plus complexes qu'il paraît au premier abord, c'est ce que cette étude aura peut-être montré. Mais qu'ils ne sont point insolubles, c'est ce que prouveront, nous l'espérons, les diverses recherches démographiques qu'aura suscitées le Congrès de Genève.

Parmi ces recherches nous souhaitons qu'il s'en consacre de nombreuses à la détermination des relations, sans doute variables dans le temps et dans l'espace, entre la densité de la population et le bien-être moyen. C'est dans ce domaine, croyons-nous, que gît, enseveli encore sous une épaisse couche d'ignorance et sous des amas de préjugés contradictoires, la contribution la plus précieuse que les historiens et les géographes économistes puissent apporter à la solution effective du problème dont nous avons cherché à préciser ici la position théorique.
